



**PRÉFET
DES VOSGES**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction Régionale de l'Environnement,
de l'Aménagement et du Logement
Grand Est**

Unité Départementale des Vosges

Epinal, le 25/10/2022

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 27/09/2022

Contexte et constats

Publié sur **GÉORISQUES**

SAGRAM

14 rue de la Prairie
BP98
88194 GOLBEY

Références : S-22-1064RP

Code AIOT : 0006204186

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 27/09/2022, de la carrière de LE THOLY. L'inspection a été annoncée le 29/08/2022. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

La visite s'inscrit dans le programme pluriannuel d'inspection. Cette année, la visite a été axée sur l'action nationale relative au plan de gestion des déchets.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- SAGRAM
- Bois des Ormes 88530 LE THOLY
- Code AIOT : 0006204186
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Non

La société SAGRAM est autorisée par arrêté préfectoral n° 805/2005 du 11 avril 2005 modifié, à exploiter une carrière de sable sur la commune de LE THOLY.

Les thèmes de visite retenus sont les suivants :

- Le plan de gestion des déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées, pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration, à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat, qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - le constat établi par l'inspection des installations classées ;
 - les observations éventuelles ;
 - le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
 - le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Madame la Préfète; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives. Dans certains cas, des prescriptions complémentaires peuvent aussi être proposées ;
- « susceptible de suites administratives » : lorsqu'il n'est pas possible en fin d'inspection de statuer sur la conformité, ou pour des faits n'engageant pas la sécurité et dont le retour à la conformité peut être rapide, l'exploitant doit transmettre à l'inspection des installations classées dans un délai court les justificatifs de conformité. Dans le cas contraire, il pourra être proposé à Madame la Préfète, conformément aux articles L.171-7 et L.171-8 du code de l'environnement, des suites administratives ;
- « sans suite administrative ».

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

| N° | Point de contrôle | Référence réglementaire | Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s) | Autre information |
|----|--|--|--|-------------------|
| 1 | Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I | / | Sans objet |
| 2 | Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 3 | Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 4 | Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 5 | Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 | / | Sans objet |
| 6 | Plan de gestion des déchets | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis | / | Sans objet |
| 7 | Remodelage des fronts de taille | Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6 | / | Sans objet |

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'ecart majeur vis-à-vis des prescriptions contrôlées.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Existence d'une installation de gestion de déchets inertes - vérification

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 1 + annexe I |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets inertes et TNP |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : <p>Le présent arrêté fixe les prescriptions applicables, aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes, issus de l'exploitation de la carrière et des installations de traitement.</p> <p>On entend par zone de stockage :</p> <ul style="list-style-type: none">- lorsque les déchets d'extraction sont inertes à un endroit choisi, pour y déposer des déchets d'extraction solides ou liquides, en solution ou en suspension, pendant une période supérieure à trois ans, à la condition que cet endroit soit équipé d'une digue, d'une structure de retenue, de confinement ou de toute autre structure utile ; ces installations comprennent également les terrils, les verses et les bassins. <p>Les déchets d'extraction inertes, lorsqu'ils sont replacés dans les trous d'excavation à des fins de remise en état, ou à des fins de construction liées au processus d'extraction des minéraux (pistes, voies de circulation, merlons...), ne sont pas visés par les dispositions applicables, aux zones de stockage des déchets d'extraction inertes du présent arrêté.</p> <p>On entend par déchets d'extraction, les déchets provenant des industries extractives, tels que les résidus (c'est-à-dire les déchets solides ou boueux subsistant après le traitement des minéraux par divers procédés), les stériles et les morts-terrains (c'est-à-dire les roches déplacées pour atteindre le gisement de minerai ou de minéraux, y compris au stade de la préproduction) et la couche arable (c'est-à-dire la couche supérieure du sol).</p> <p>Ces déchets sont considérés comme des déchets d'extraction inertes, au sens du présent arrêté, s'ils satisfont aux critères fixés à l'annexe I du présent arrêté.</p> |
| Constats : L'exploitant dispose d'un plan de gestion des déchets. Il a été mis à jour en février 2022. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 2 : Existence d'une installation de gestion de déchets de cat A - vérification

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Existence d'une installation de gestion de déchets de catégorie A |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : En cas de risques de perte d'intégrité des zones de stockage, des déchets d'extraction inertes, tels qu'évalués selon les dispositions de l'annexe VII de l'arrêté ministériel du 19 avril 2010, relatif à la gestion des déchets des industries extractives, l'exploitant devra respecter les prescriptions prévues aux articles 7 à 9 de l'arrêté susmentionné. |
| Constats : L'inspection menée n'a pas permis de diagnostiquer un potentiel risque de perte d'intégrité de la zone de stockage. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 3 : Gestion et suivi des zones de stockage – aménagement et entretien

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : Les zones de stockage des déchets d'extraction inertes sont construites, gérées et entretenues de manière à assurer leur stabilité physique et à prévenir toute pollution. |
| Constats : Lors de l'inspection, il n'a pas été constaté d'instabilité ou d'éboulement des zones de stockage. Il n'a pas non plus été constaté d'envols de poussière, et /ou d'un impact sur l'environnement provenant de la zone de stockage des déchets d'extraction inertes. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 4 : Gestion et suivi des zones de stockage – suivi déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant assure un suivi des quantités et des caractéristiques des matériaux stockés. |
| Constats : Seules les terres végétales (30 000 m3) et les stériles provenant du lavage des matériaux (boues - 121 000 m3) sont considérées comme des déchets inertes issues de la carrière. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 5 : Gestion et suivi des zones de stockage – Localisation

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.5 |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Gestion et suivi des zones de stockage |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : L'exploitant établit un plan topographique permettant de localiser les zones de stockage temporaire correspondantes. |
| Constats : Les zones de stockage sont en cohérence avec le plan d'exploitation, le plan de gestion et la gestion sur le terrain. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 6 : Plan de gestion des déchets

| |
|--|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 16 bis |
| Thème(s) : Actions nationales 2022, Cohérence PGD / terrain |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| <p>Prescription contrôlée :</p> <p>Le plan de gestion contient au moins les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation ; - le lieu d'implantation envisagé, pour l'installation de gestion des déchets et les autres lieux possibles ; - la description de l'exploitation générant ces déchets et des traitements ultérieurs auxquels ils sont soumis ; - la description des modalités d'élimination ou de valorisation de ces déchets ; - en tant que de besoin, la description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine, ainsi que les mesures préventives qu'il convient de prendre pour réduire au minimum les incidences sur l'environnement ; - les procédures de contrôle et de surveillance proposées ; - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets ; |
| <p>Constats : Le plan de gestion contient :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la caractérisation des déchets et une estimation des quantités totales de déchets d'extraction qui seront stockés durant la période d'exploitation. - le lieu d'implantation utilisé pour l'installation de gestion des déchets. Le lieu d'implantation est le même sur les différents supports que sur le terrain. - définit l'étape d'exploitation, responsable de la production des déchets : c'est le décapage : enlèvement des terres végétales, enlèvement des terres de découvertes et lavage des matériaux (boues). - les éléments de description de la manière dont le dépôt des déchets peut affecter l'environnement et la santé humaine. Seules les terres de découverte et boues issues du lavage des matériaux ont été identifiées comme déchets d'extraction inertes issus de la carrière. L'exploitant n'a pas identifié d'impact potentiel de ces matériaux sur l'environnement ou la santé humaine. - définit les procédures de contrôle et de surveillance proposées. Il s'agit d'une surveillance incluse dans le cadre de la surveillance environnementale du site. - le plan proposé en ce qui concerne la remise en état de la zone de stockage de déchets. Cette zone définie dans le plan de gestion est en cohérence avec ce qui a été constaté sur le terrain. |
| Type de suites proposées : Sans suite |
| Proposition de suites : Sans objet |

N° 7 : Remodelage des fronts de taille

| |
|---|
| Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 22/09/1994, article 11.6 |
| Thème(s) : Autre, absence de gradins |
| Point de contrôle déjà contrôlé : Sans Objet |
| Prescription contrôlée : « ... A moins que son profil ne comporte pas de pente supérieure à 45°, le front d'abattage doit être constitué de gradins d'au plus 15 mètres de hauteur verticale, sauf autorisation du préfet prise selon les formes prévues à l'article R. 512-31 du code de l'environnement... ». |
| Constats : Lors de la visite, il a été constaté que les travaux d'extraction continuent à la perpendiculaire des anciens fronts de taille, afin de pouvoir reconstituer les banquettes. Il est demandé à l'exploitant de continuer sur ce mode d'exploitation, afin de reconstituer des banquettes stables. Compte tenu des démarches engagées par l'exploitant, l'inspection propose de ne pas engager, dans l'immédiat, les suites administratives. |
| Type de suites proposées : Susceptible de suite |
| Proposition de suites : Sans objet |